

Les comptes trimestriels sont passés en base 2010

Le 15 mai 2014, les comptes nationaux ont changé de base, à l'occasion de la publication des premiers résultats du premier trimestre 2014 : ils sont passés en « base 2010 ». Si chaque année l'estimation de la croissance des agrégats macroéconomiques est actualisée sur les trois dernières années pour tenir compte des nouvelles informations arrivées depuis la précédente publication, le 15 mai 2014, ce sont l'ensemble des agrégats depuis 1949 qui ont été modifiés. Changer de base, c'est en effet revoir les méthodes, les nomenclatures et les sources statistiques utilisées par la comptabilité nationale afin de refléter au mieux la réalité économique.

Le passage à la base 2010 est ainsi l'occasion d'un certain nombre d'ajustements conceptuels, liés le plus souvent au changement de système européen des comptes¹ 2010 (passage du « SEC 95 » au « SEC 2010 »), et méthodologiques, comme à chaque changement de base. Ils sont expliqués dans le dossier dédié de l'Économie Française, ainsi que sur le site insee.fr (dossier web base 2010).

S'agissant des comptes trimestriels, la méthodologie générale d'élaboration ne change pas : les principes sont identiques à ceux de la base précédente aux différentes modifications de concepts près.

L'analyse comparée des deux bases montre que les révisions du PIB et des principaux agrégats de la demande (consommation, investissement, commerce extérieur...) sont relativement faibles au regard de la variabilité des séries et des changements de base précédents. Retenons que, globalement, en termes de taux de croissance, les différences sont du même ordre de grandeur qu'habituellement lors

d'une campagne annuelle. Ainsi, la description de la conjoncture depuis l'après-guerre, et en particulier depuis la crise de 2008, est dans l'ensemble inchangée. Cette proximité entre les estimations des deux bases n'est pas contrainte *a priori* et, bien que souhaitable, n'est pas immédiate. En effet, un changement de base est une opération statistique complexe, dont les résultats à un niveau agrégé sont difficiles à maîtriser, car les changements sont apportés à un niveau de détail très fin.

Le niveau annuel du PIB est rehaussé de 62 Mds €

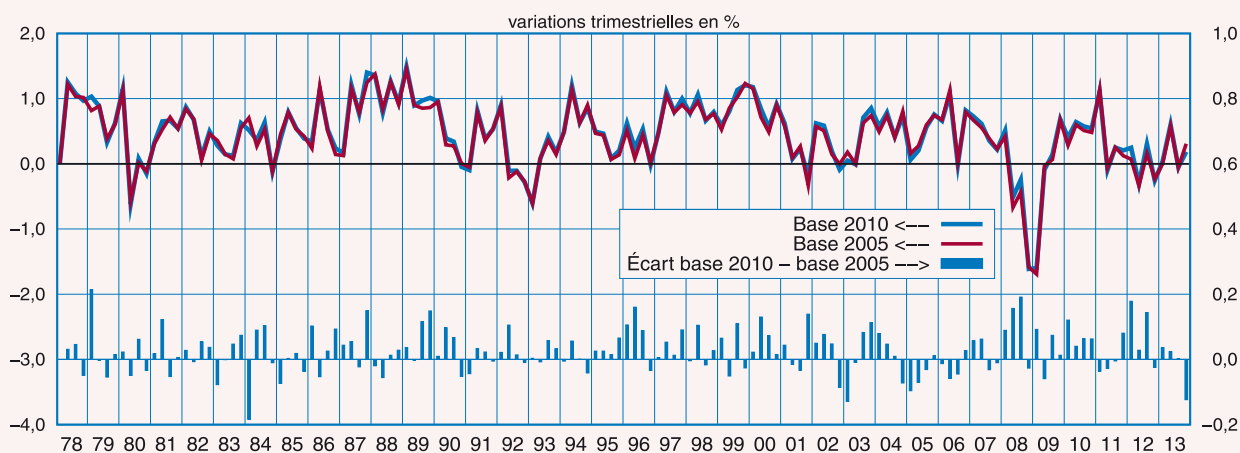
En niveau, le PIB s'élève maintenant à 1 998 Mds € en 2010, soit une révision à la hausse de 3,2 % par rapport à la base 2005. Le traitement en investissement des dépenses en recherche-développement (R&D), qui augmente le PIB de 41,5 Mds € représente les deux tiers de la révision totale (+61,8 Mds €).

Mais la comparaison graphique des fluctuations de la croissance du PIB et des différents éléments de la demande montre que les révisions par rapport à la base 2005 sont de faible ampleur (cf. graphique 1).

Sur le passé récent, la chronique de l'activité reste ainsi la même : après cinq trimestres de recul du PIB (du deuxième trimestre 2008 au deuxième trimestre 2009), l'activité a crû fortement pendant sept trimestres (jusqu'au premier trimestre 2011) puis elle a fortement ralenti, progressant de seulement 1,2 % depuis trois ans (jusqu'au premier trimestre 2014).

(1) Au niveau européen, la cohérence entre les systèmes de comptabilité nationale est garantie par le Système européen de comptes (SEC) adopté par les États membres de l'Union européenne. Le SEC 2010 s'appliquera à l'ensemble des pays européens à partir de septembre 2014.

1 - Révision des évolutions du PIB



Source : Insee

Si les phases récessives et les phases de reprise sont les mêmes, les évolutions cumulées depuis 2008 donnent une vision légèrement moins négative du dynamisme de l'activité depuis la crise (cf. graphique 2). En effet, le PIB en base 2010 a rattrapé dès le premier trimestre 2011 son niveau d'avant-crise. Au quatrième trimestre 2013, il se situe 1,1 point au-dessus du pic du premier trimestre 2008, alors qu'en base 2005, il ne se situait à la même date que 0,1 point au-dessus de ce niveau. Ces révisions résultent à la fois des révisions habituelles à cette période de l'année, conduisant à intégrer dans les comptes annuels des informations détaillées de la statistique structurelle d'entreprise connues précisément jusque trois ans après la fin d'une année considérée, et aux changements conceptuels imputables au changement de SEC.

Le niveau des dépenses d'investissement est revu fortement à la hausse

Les montants d'investissement ont été fortement modifiés. En effet, la base 2010 intègre dans l'investissement des entreprises et des administrations publiques un certain nombre de dépenses auparavant comptées comme consommations intermédiaires : les activités de R&D, les bases de données, ainsi que les biens d'équipement à usage exclusivement militaire (ce type d'investissement ne concernant que les administrations publiques).

L'investissement total a donc été revu à la hausse, d'un peu plus de 63 Mds € annuels en 2010. Le taux d'investissement des entreprises non financières (ENF) passe ainsi de 21,1 % au quatrième trimestre en base 2005 à 24,3 % en base 2010. En évolution, les principales modifications sont concentrées sur les dernières années : ainsi l'investissement des ENF en base 2010 baisse légèrement en 2012 et 2013 (-0,7 % entre fin 2011 et fin 2013) tandis qu'il baissait fortement sur cette période en base 2005 (-4,3 %) ; et, d'une part, l'effet de l'investissement en R&D qui a été plus dynamique que le reste de l'investissement sur cette période ; et, d'autre part, l'effet de l'intégration habituelle à cette période de l'année des comptes annuels définitif, semi-définitif et

provisoire. Au total, l'investissement des ENF a perdu 6,2 points à la fin de l'année 2013 par rapport à son niveau d'avant-crise contre 11,5 points en base 2005.

Le profil de l'investissement des ménages est révisé avec l'introduction d'un nouvel indicateur

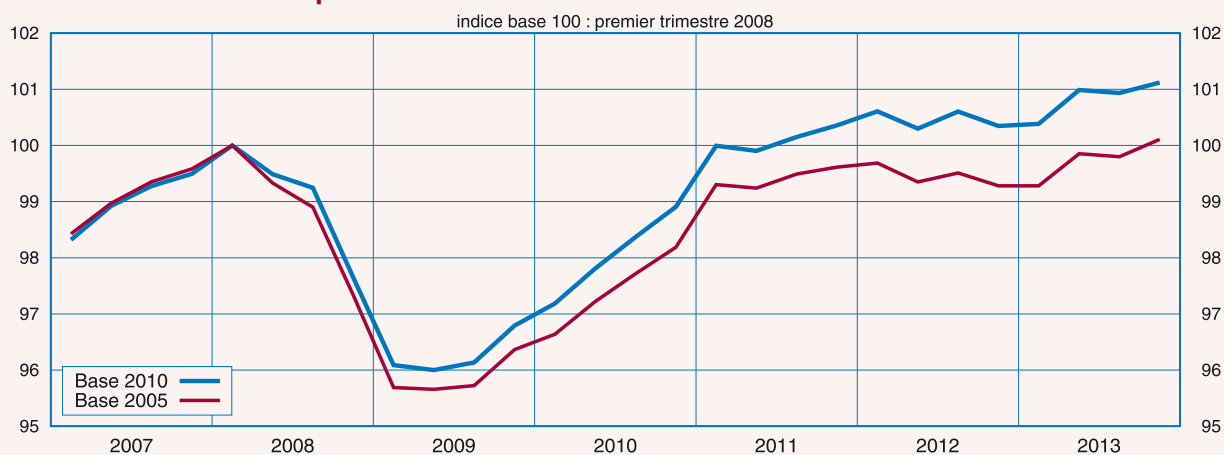
Par ailleurs, le changement de base a été l'occasion d'intégrer de nouveaux indicateurs de dépenses de logement (pour les ménages et les ENF). Ces indicateurs sont estimés directement par le Service de l'Observation et des Statistiques (SOeS) du ministère du développement durable à partir des statistiques de mises en chantier des logements, en utilisant des « grilles-délais » d'achèvement des travaux qui dépendent du type et la région de logement et varient en fonction de la conjoncture dans le bâtiment. Auparavant seules des grilles-délais agrégées et fixes dans le temps étaient appliquées aux mises en chantiers. Les nouveaux indicateurs sont ainsi plus cohérents avec la méthode d'élaboration du compte annuel du logement. Mais ils modifient sensiblement le profil conjoncturel sur les années récentes.

Ainsi, comparé à son précédent profil, l'investissement des ménages (constitué à plus de 80 % d'investissement en construction) a rebondi plus vigoureusement début 2010 mais a baissé dès le premier trimestre 2011 ; en 2013, il s'est infléchi très nettement au second semestre (cf. graphique 3), en lien avec la dégradation précédente des mises en chantiers.

Plusieurs modifications affectent les séries d'exportations et d'importations

Les séries d'exportations et d'importations ont également été revues, sensiblement en niveau mais marginalement en évolution. Tout d'abord, il y a l'intégration de deux principaux changements conceptuels. D'une part le négoce international (achat et revente d'un bien sur le marché international sans transformation) a été inclus dans les exportations de biens alors qu'il était auparavant compté dans les services commerciaux, ce qui a diminué les exportations de services au profit des exportations de biens à hauteur de 10 Mds € en 2010. D'autre part, le travail à façon (quand une entreprise sous-traite à une

2 - Comparaison du PIB en volume entre les bases 2005 et 2010



Source : Insee

entreprise étrangère en lui fournissant les biens intermédiaires dont elle a besoin) donnait lieu en base 2005 à des mouvements d'exportations et d'importations de biens. En base 2010, les échanges de biens ne sont plus enregistrés, seule une importation de service industriel par le pays donneur d'ordre est comptabilisée. Cette modification diminue les exportations et les importations d'un peu moins de 10 Mds € en 2010. Par ailleurs, les révisions des estimations de la balance des paiements ont conduit à relever sensiblement les niveaux des exportations (+34 Mds € en 2010) et des importations (+27 Mds €) de services.

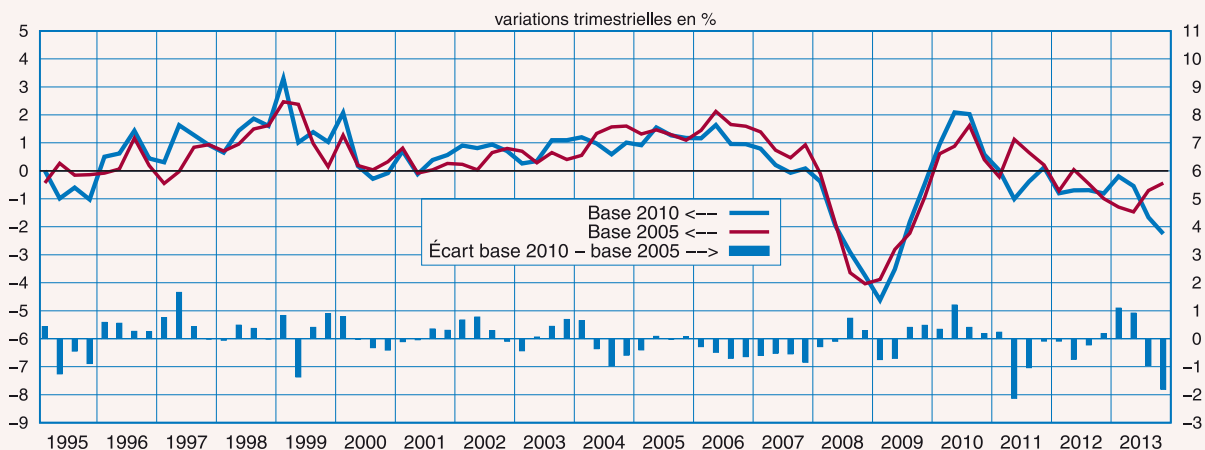
Au total, si les niveaux des exportations et des importations sont sensiblement modifiés, la chronique d'évolution récente l'est beaucoup moins. Comme le PIB, les exportations et les importations ont plus fortement rebondi après la crise qu'en base 2005 : +5,4 % entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2013 pour les exportations (contre +2,2 % en base 2005) et +5,3 % sur la même période pour les importations

(contre +3,0 % en base 2005). Là encore, les révisions résultent à la fois des changements conceptuels et des révisions habituelles à cette période de l'année.

Le taux de marge est rehaussé

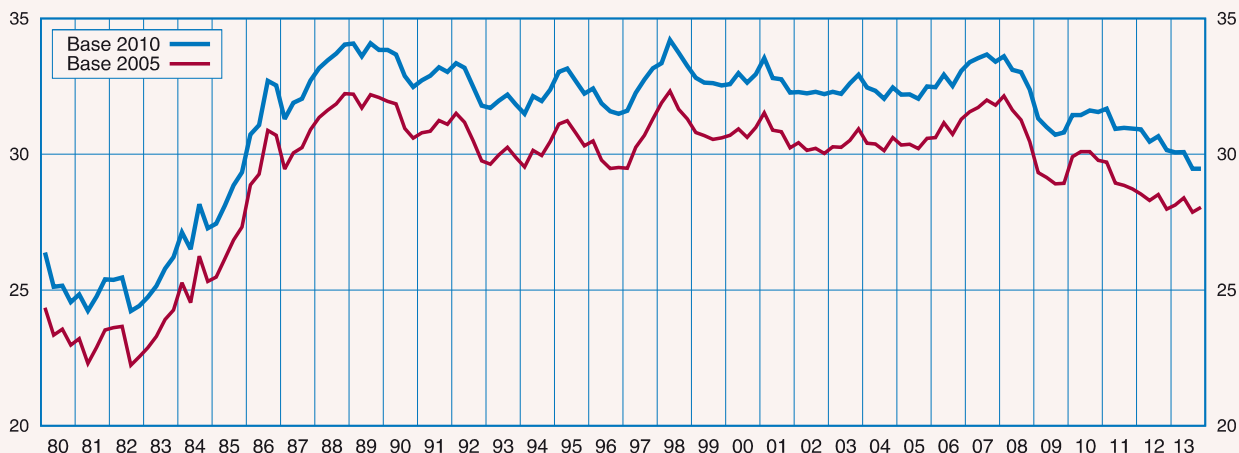
Les révisions de PIB, et partant de valeur ajoutée liées au changement de concept de R&D, se retrouvent pour l'essentiel dans l'excédent brut des entreprises. De ce fait, le taux de marge des entreprises est rehaussé. Ainsi, le taux de marge des SNF augmente : il passe de 28,0 % au quatrième trimestre 2013 en base 2005 à 29,5 % en base 2010 (cf. graphique 4). Là encore, les différences de variation d'un trimestre sur l'autre sont toutefois marginales. Enfin, le taux d'autofinancement des SNF diffère globalement peu d'une base à l'autre : les plus gros écarts résultent de l'intégration d'informations sur le solde des revenus de la propriété des années récentes.

3 - Investissement des ménages depuis 1995



Source : Insee

4 - Comparaison des taux de marge des sociétés non financières entre les bases 2005 et 2010



Source : Insee

La décomposition du PIB dans son approche demande est très proche d'une base à l'autre

Enfin le PIB peut se décomposer en différentes approches (revenu, demande, production). Dans chaque approche, peuvent être comparées les bases 2005 et 2010 en ce qui concerne la contribution des principales composantes, que ce soit au niveau moyen du PIB, à sa croissance moyenne ou sa variance moyenne. Les analyses menées dans l'approche demande montrent qu'il y a

très peu d'écarts entre les deux bases (cf. tableaux). Notamment, la part que représente la demande des entreprises, via la contribution de leurs stocks et celle de leurs dépenses d'investissement, contribue à 64 % de la volatilité du PIB, comme en base 2005. La décomposition équivalente dans l'approche production montre également une grande proximité de résultats entre les deux bases. ■

Décomposition du PIB dans l'approche demande et contributions à son niveau moyen, à son évolution moyenne, à ses fluctuations

Base 2010			Évolution trimestrielle en moyenne		Variance de l'évolution trimestrielle	
	1950-1973	1974-2013	1950-1973	1974-2013	1951-1973	1974-2013
PIB			1,31	0,49	1,39	0,31
	Poids moyen (total = 100%)		Contributions (total = 100%)		Contributions à la variance (total = 100%)	
Variations de stocks	2	0	1	-1	35	40
Demande intérieure finale (hors stocks)	97	99	100	99	57	68
dont						
dépenses de consommation des ménages	56	54	55	55	24	32
dépenses de consommation des APU	16	22	14	26	3	0
consommation individualisable des APU	9	13	9	17	2	1
consommation collective des APU	7	9	5	8	1	-1
FBCF des ENF	13	12	15	12	21	24
FBCF des ménages	6	6	10	0	4	9
FBCF des APU	4	4	6	3	4	2
Solde commercial	1	0	-1	2	8	-7
dont						
exportations	14	23	22	51	35	50
dont importations (-)	13	23	23	49	27	57

Base 2005			Évolution trimestrielle en moyenne		Variance de l'évolution trimestrielle	
	1950-1973	1974-2010	1950-1973	1974-2010	1951-1973	1974-2010
PIB			1,31	0,50	1,49	0,31
	Poids moyen (total = 100%)		Contributions (total = 100%)		Contributions à la variance (total = 100%)	
Variations de stocks	2	0	1	-1	36	42
Demande intérieure finale (hors stocks)	97	100	100	100	55	65
dont						
dépenses de consommation des ménages	58	55	56	58	23	32
dépenses de consommation des APU	16	23	14	26	3	0
consommation individualisable des APU	9	14	9	18	2	1
consommation collective des APU	7	9	5	9	1	-1
FBCF des ENF	12	10	14	10	21	22
FBCF des ménages	6	6	10	1	3	8
FBCF des APU	3	3	4	2	4	2
Solde commercial	1	0	-1	0	9	-9
dont						
exportations	14	23	22	49	35	52
importations (-)	13	23	23	49	27	61

Source : Insee